

Faculté de droit

# Répertoire facultaire

programmes

2009-2010



Futurs  
étudiants  
U<sub>L</sub>LAVAL



UNIVERSITÉ  
LAVAL

# AVIS

**À jour en novembre 2009. Le contenu des programmes peut être modifié sans préavis.**  
Pour obtenir l'information officielle et à jour sur l'offre de formation de l'Université Laval, il est suggéré de consulter en tout temps le [www.ulaval.ca/programmes](http://www.ulaval.ca/programmes).

La présente publication fait référence au *Règlement des études* mis à jour le 15 juillet 2009.

## Formulaires de demande d'admission :

### Bureau du registraire

Pavillon Jean-Charles-Bonenfant  
2345, allée des Bibliothèques  
Local 2440  
Université Laval  
Québec (Québec) G1V 0A6  
CANADA

- ♦ **Par téléphone** > 418 656-3080
- ♦ **Par courriel** > [reg@reg.ulaval.ca](mailto:reg@reg.ulaval.ca)
- ♦ **En ligne** > [www.reg.ulaval.ca](http://www.reg.ulaval.ca)

## Information sur les programmes :

### Bureau du recrutement étudiant

Vice-rectorat aux études et aux activités internationales  
Pavillon Alphonse-Desjardins  
2325, rue de l'Université  
Bureau 3577  
Université Laval  
Québec (Québec) G1V 0A6  
CANADA

- ♦ **Par téléphone** > 418 656-2764
- ♦ **Sans frais** > 1 877 606-5566 (Canada, États-Unis)
- ♦ **Par courriel** > [info@ulaval.ca](mailto:info@ulaval.ca)
- ♦ **En ligne** > [www.ulaval.ca/futursetudiants](http://www.ulaval.ca/futursetudiants)

Coordination du projet : Christine Dufour  
Division des diplômes et des publications officielles  
Bureau du secrétaire général

Dépôt légal – 4<sup>e</sup> trimestre 2009  
Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada

# Faculté de droit

## Premier cycle

### Droit

Certificat en droit .....	1
Baccalauréat en droit .....	3
Microprogramme en droit .....	6

## Cycles supérieurs

### Droit

Diplôme d'études supérieures spécialisées en droit - droit de l'entreprise .....	7
Diplôme d'études supérieures spécialisées en droit - droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire .....	9
Diplôme d'études supérieures spécialisées en droit - droit international et transnational .....	11
Maîtrise en droit - droit de l'entreprise .....	13
Maîtrise en droit - droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire .....	18
Maîtrise en droit - droit international et transnational .....	23
Maîtrise en droit - avec mémoire .....	28
Doctorat en droit .....	33
Microprogramme de deuxième cycle en droit - droit de l'entreprise .....	38

### Droit notarial

Diplôme d'études supérieures spécialisées en droit - droit notarial .....	40
---	----

# Certificat en droit

---

## Dans cette page :

### Admission

#### Responsable du programme

#### Orientation et objectifs

#### Exigences d'obtention du diplôme

---

## Admission

### Exigences d'admission

Être âgé de 21 ans et plus, être titulaire du DEC général (ou l'équivalent) ou être inscrit dans un cheminement universitaire et avoir été absent du système scolaire pendant au moins deux années

OU

Être titulaire d'un DEC technique

OU

Avoir acquis un minimum de 60 crédits universitaires au moment de l'inscription

### Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne et hiver.

---

## Responsable

Lucie Lauzière

[fd@fd.ulaval.ca](mailto:fd@fd.ulaval.ca)

### Faculté de rattachement

Faculté de droit

---

## Orientation et objectifs

### Objectifs

Ce programme vise à permettre au non-juriste d'acquérir des connaissances, des habiletés et des attitudes qui lui permettent de se situer par rapport à son environnement juridique et qui accroissent la qualité de ses interventions dans sa vie professionnelle.

---

## Exigences d'obtention du diplôme

### Total exigé : 30 crédits

Équivalence maximum : 15 crédits

### Activités de formation communes

Droit (30 crédits)

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-1700	Droit des obligations	3,0
DRT-1701	Droit public fondamental	3,0

9 à 15 crédits parmi :  
DRT-1710 à DRT-1714

0 à 3 crédits parmi :

DRT-1718, DRT-1720

3 à 9 crédits parmi :

DRT-1715, DRT-1716, DRT-1719

0 à 3 crédits parmi :

DRT-1717, DRT-2100 à DRT-2799 (L'étudiant doit avoir acquis 15 crédits dans le programme pour s'inscrire à l'un de ces cours.)

# Baccalauréat en droit (LL.B.)

---

Dans cette page :

**Admission**

**Responsable du programme**

**Orientation et objectifs**

**Profils**

**Exigences d'obtention du diplôme**

---

## Admission

### Exigences d'admission

Être titulaire d'un DEC, ou l'équivalent, OU répondre à la définition du **candidat adulte** adoptée par l'Université.

Le titulaire d'un DEC technique est invité à s'informer s'il peut être admis sur la base d'ententes DEC-BAC ou s'il peut bénéficier de passerelles en consultant le site <http://www.dectechniques.ulaval.ca/>.

### Connaissance du français

L'étudiant admis à ce baccalauréat doit se conformer à la *Politique sur l'usage du français à l'Université Laval*.

### Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne et hiver.

### Contingentement – capacité d'accueil

Le baccalauréat en droit est un **programme contingenté**.

---

## Responsable

Lucie Lauzière

[fd@fd.ulaval.ca](mailto:fd@fd.ulaval.ca)

### Faculté de rattachement

Faculté de droit

---

## Orientation et objectifs

### Objectifs

Au terme du premier cycle universitaire en droit, l'étudiant devrait avoir acquis, par son programme de formation, un ensemble d'habiletés visant à l'amener d'une formation fondamentale préuniversitaire à une formation à la fois disciplinaire et intégrante. Ainsi, tout titulaire d'un grade de baccalauréat en droit devra avoir acquis:

- une discipline de l'esprit par l'apprentissage de la méthode, des concepts de base, des principes fondamentaux et des techniques de recherche propres au droit;
- la capacité de s'exprimer en termes juridiques avec logique et précision;
- l'habileté à dégager les questions de droit pertinentes et d'utiliser ses connaissances et son sens critique pour choisir les avenues et les solutions possibles;
- l'intégration des connaissances qui le rende capable de les appliquer et de les communiquer correctement;
- un esprit accru d'analyse et de synthèse;
- le goût et la capacité de continuer à acquérir des connaissances et à développer sa culture;
- l'aptitude à faire un usage diversifié de ses connaissances juridiques dans un monde caractérisé par le changement;

- l'aisance à percevoir les limites de sa discipline ou de son champ d'études et de le situer par rapport à d'autres disciplines;
- la capacité de critiquer les institutions juridiques existantes;
- la sensibilité à l'éthique et aux conséquences sociales de son action, de son rôle d'agent de transformation sociale en tant que juriste, ainsi qu'à l'interdisciplinarité et à l'internationalisation.

---

## Profils

### Profil international

Ce programme offre, dans le cadre de ce profil, un certain nombre de places aux étudiants désireux de poursuivre une ou deux sessions d'études dans une université située à l'extérieur du Québec. L'étudiant est invité à prendre contact avec la direction de programme afin de connaître les conditions d'admissibilité à ce séjour d'études.

---

## Exigences d'obtention du diplôme

### Total exigé : 99 crédits

Équivalence maximum : 49 crédits

### Activités de formation communes

#### Droit(93 crédits)

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-1000	Méthode et fondements du droit	3.0
DRT-1001	Les Obligations conventionnelles	3.0
DRT-1002	Droit constitutionnel	3.0
DRT-1003	Droit des biens	3.0
DRT-1004	Droit des personnes	3.0
DRT-1005	Droit administratif I	3.0
DRT-1006	Droit judiciaire I	3.0
DRT-1007	Droit pénal général	3.0
DRT-1008	Recherche et rédaction juridiques	3.0
DRT-2000	Les Obligations extracontractuelles	3.0
DRT-2001	Droit administratif II	3.0
DRT-2002	Exécution et extinction des obligations	3.0
DRT-2003	Droit du travail fondamental	3.0
DRT-2004	Droit de l'entreprise	3.0
DRT-2005	La Preuve	3.0
DRT-2006	Droit des sociétés par actions	3.0

3 à 21 crédits parmi :

Formation critique

DRT-2100 à DRT-2107, PHI-2107

3 à 12 crédits parmi :

Droit international

DRT-2150 à DRT-2153

3 à 30 crédits parmi :

Formation à l'expression écrite ou orale

DRT-2200 à DRT-2208

3 à 30 crédits parmi :

Droit civil

DRT-2250 à DRT-2254

Droit commercial

DRT-2300 à DRT-2304

Droit corporatif

DRT-2350 à DRT-2352

Droit fiscal

DRT-2400 à DRT-2402

Droit judiciaire

DRT-2450, DRT-2451, DRT-3450

Droit pénal

DRT-2500 à DRT-2503

Droit public

DRT-2550 à DRT-2557

Droit du travail

DRT-2600 à DRT-2603

Méthodologie

DRT-2210

Autres cours

DRT-2209, DRT-2650 à DRT-2653

3 crédits parmi :

COM-1500, COM-1906, COM-2000, FRN-1906, PHI-1902, SOC-1002

3 crédits parmi :

ANT-2302, ANT-2307, ECN-1100, ECN-1150, GGR-1006, HST-2402, HST-2457, POL-2301, POL-2302, POL-2415, RLT-3003, SOC-2117, SOC-2119, SOC-2121

## Autres activités

### Autres exigences(6 crédits)

0 à 6 crédits

Réussir le cours [ANL-2020](#) Intermediate English II. L'étudiant qui démontre qu'il a acquis ce niveau lors du test administré par l'École de langues peut choisir des cours d'anglais de niveau supérieur. L'étudiant doit avoir réussi le niveau Intermediate English II avant d'avoir acquis 45 crédits de son programme.

0 à 6 crédits parmi :

tous les cours de premier cycle, à l'exception de ceux portant le sigle DRT

## Profils

### Profil international

Cours	Titre	Crédits exigés
<a href="#">EHE-1DRT</a>	Études - Profil international - B. en droit	12.0

# Microprogramme en droit

## Dans cette page :

### Admission

#### Responsable du programme

#### Orientation et objectifs

#### Renseignements additionnels

#### Exigences d'obtention du diplôme

## Admission

### Exigences d'admission

Être âgé de 21 ans et plus, être titulaire du DEC général (ou l'équivalent) ou être inscrit dans un cheminement universitaire et avoir été absent du système scolaire pendant au moins deux années

OU

Être titulaire d'un DEC technique

OU

Avoir acquis un minimum de 60 crédits universitaires au moment de l'inscription

### Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne et hiver.

## Responsable

Christian Brunelle

[fd@fd.ulaval.ca](mailto:fd@fd.ulaval.ca)

### Faculté de rattachement

Faculté de droit

## Orientation et objectifs

### Objectifs

Permettre au non-juriste d'acquérir des connaissances qui lui permettent de se situer par rapport à son environnement juridique et qui accroissent la qualité de ses interventions dans sa vie professionnelle.

## Renseignements additionnels

### Insertion de microprogramme dans un autre programme

La personne qui aura suivi avec succès ce microprogramme pourra l'intégrer dans certains programmes universitaires plus longs, à condition de satisfaire aux exigences d'admission de ces programmes. Ces programmes sont:

- le certificat en droit;
- le baccalauréat multidisciplinaire (formation complémentaire).

## Exigences d'obtention du diplôme

### Total exigé : 15 crédits

### Activités de formation communes

#### Droit(15 crédits)

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-1700	Droit des obligations	3,0
DRT-1701	Droit public fondamental	3,0
9 crédits parmi :		
DRT-1710 à DRT-1714		

# Diplôme d'études supérieures spécialisées en droit - droit de l'entreprise

---

## Dans cette page :

**Admission**

**Responsable du programme**

**Orientation et objectifs**

**Renseignements additionnels**

**Exigences d'obtention du diplôme**

---

## Admission

### Exigences d'admission

#### *Exigences générales*

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline et qui, par ailleurs, est titulaire d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente, est admissible à ce programme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

#### *Exigences particulières*

En plus des documents exigés avec le formulaire de demande d'admission (dossier scolaire et rapports d'appréciation), chaque candidat doit présenter un curriculum vitæ et un texte d'une page dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire à l'appui de sa candidature une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine, qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ces programmes. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

### Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Dans certains cas, des cours d'appoint peuvent être exigés d'un candidat.

### Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne, hiver.

---

## Responsable

### Directeur du programme

Georges Azzaria

418 656-2131, poste 12683

Télécopieur : 418 656-7714

[Georges.Azzaria@fd.ulaval.ca](mailto:Georges.Azzaria@fd.ulaval.ca)

### Faculté de rattachement

Faculté de droit

---

## Orientation et objectifs

### Objectifs

Ce programme s'adresse à une clientèle variée, notamment à la personne venant du milieu du travail qui désire acquérir une formation professionnelle et polyvalente.

Ce diplôme vise l'étude des dimensions juridiques de l'entreprise dans une perspective appliquée, décloisonnée et interdisciplinaire. Il se caractérise par une méthode d'enseignement active basée sur l'étude de situations concrètes liées à la vie de l'entreprise.

Ce programme doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants:

- acquérir des connaissances approfondies en droit de l'entreprise;
- renforcer les habiletés professionnelles requises, plus particulièrement la capacité d'analyse, l'esprit de synthèse, le raisonnement, le sens critique, la créativité, les aptitudes à la négociation et à la médiation, la capacité de communiquer oralement et par écrit;
- développer la conscience professionnelle et l'intégrité, de même que des comportements ou des attitudes de nature préventive, tout en tenant compte de la dimension éthique des situations.

---

## Renseignements additionnels

### Remarques sur les cours

#### Exigences particulières

La direction de programme pourra, en fonction du projet d'études de l'étudiant, exiger de celui-ci qu'il suive, pendant sa première session d'inscription, l'un ou plusieurs des cours suivants à titre de scolarité préparatoire: *Droit international public général (DRT-2150)*, *Droit international privé (DRT-2151)* et *Droit du commerce international (DRT-2153)*.

---

## Exigences d'obtention du diplôme

### Total exigé : 30 crédits

Équivalence maximum : 15 crédits

### Activités de formation communes

#### Droit de l'entreprise(30 crédits)

21 crédits parmi :

DRT-6010, DRT-6011, DRT-6020 à DRT-6027, DRT-6033 à DRT-6036, DRT-6039, DRT-6041 à DRT-6043, DRT-6047, DRT-6048, DRT-6056, DRT-6057, DRT-6063 à DRT-6065, DRT-6074, DRT-7001, GIE-6004

0 à 6 crédits parmi :

DRT-6000 à DRT-6009, DRT-6012 à DRT-6016, DRT-6028 à DRT-6032, DRT-6038, DRT-6040, DRT-6044 à DRT-6046, DRT-6049 à DRT-6053, DRT-6055, DRT-6058 à DRT-6060, DRT-6075, DRT-6076, DRT-7002 à DRT-7004

3 à 9 crédits parmi :

COM-7008, CTB-6007, ECN-6956, GSE-6003, GSF-6008, GSO-6005, MNG-6001, MNG-6006, MNG-6008, MQT-6002, MRK-6004, SIO-6009

# Diplôme d'études supérieures spécialisées en droit - droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire

---

## Dans cette page :

**Admission**

**Responsable du programme**

**Orientation et objectifs**

**Renseignements additionnels**

**Exigences d'obtention du diplôme**

---

## Admission

### Exigences d'admission

#### *Exigences générales*

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline et qui, par ailleurs, est titulaire d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente, est admissible à ce programme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

#### *Exigences particulières*

En plus des documents exigés avec le formulaire de demande d'admission (dossier scolaire et rapports d'appréciation), chaque candidat doit présenter un curriculum vitae et un texte d'une page dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire à l'appui de sa candidature une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine, qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

### Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Dans certains cas, des cours d'appoint peuvent être exigés d'un candidat.

### Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne, hiver.

---

## Responsable

### Directeur du programme

Georges Azzaria  
418 656-2131, poste 12683  
Télécopieur : 418 656-7714  
[Georges.Azzaria@fd.ulaval.ca](mailto:Georges.Azzaria@fd.ulaval.ca)

### Faculté de rattachement

Faculté de droit

## Orientation et objectifs

### Objectifs

Ce diplôme s'adresse à une clientèle variée qui désire acquérir une formation professionnelle, pratique, polyvalente et de haut niveau. Le D.E.S.S. doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants:

- acquérir une formation professionnelle pratique en droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire;
- analyser de manière critique les règles et les pratiques afférentes au droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire;
- s'ouvrir à l'interdisciplinarité;
- aborder les problèmes juridiques dans une perspective globale;
- renforcer la capacité d'analyse, l'esprit de synthèse, le raisonnement et la capacité de communiquer oralement et par écrit.

## Renseignements additionnels

### Remarques sur les cours

#### Exigences particulières

La direction de programme pourra, en fonction du projet d'études de l'étudiant, exiger de celui-ci qu'il suive, pendant sa première session d'inscription, l'un ou plusieurs des cours suivants à titre de scolarité préparatoire: *Droit international public général (DRT-2150)*, *Droit international privé (DRT-2151)* et *Droit du commerce international (DRT-2153)*.

## Exigences d'obtention du diplôme

### Total exigé : 30 crédits

Équivalence maximum : 15 crédits

### Activités de formation communes

#### Env., dév. durable, séc. alim. (30 crédits)

18 crédits parmi :

DRT-6000, DRT-6005, DRT-6010, DRT-6012, DRT-6013, DRT-6025, DRT-6038, DRT-6046, DRT-6047, DRT-6050 à DRT-6053, DRT-6055, DRT-6059, DRT-7001 à DRT-7004

0 à 6 crédits parmi :

DRT-6001 à DRT-6004, DRT-6006 à DRT-6009, DRT-6011, DRT-6014 à DRT-6016, DRT-6020 à DRT-6024, DRT-6026, DRT-6027, DRT-6029 à DRT-6036, DRT-6039 à DRT-6045, DRT-6048, DRT-6049, DRT-6054, DRT-6056 à DRT-6058, DRT-6060, DRT-6063 à DRT-6065, DRT-6074 à DRT-6077, GIE-6004

6 à 12 crédits parmi :

AME-6006, AME-6008, AME-6013, AME-6021, BIO-6900, BIO-6901, ECN-6951, ENV-7900, ERU-7000, ERU-7001, ETH-7001, ETI-7008, FOR-7009, GGR-7010, GGR-7016, GGR-7017, GGR-7019, GGR-7023, GGR-7024, MNG-6009, PHI-7200, POL-7036, SAC-6006, SCG-7031, SLS-6030, SOC-7044

# Diplôme d'études supérieures spécialisées en droit - droit international et transnational

---

Dans cette page :

**Admission**

**Responsable du programme**

**Orientation et objectifs**

**Renseignements additionnels**

**Exigences d'obtention du diplôme**

---

## Admission

### Exigences d'admission

#### *Exigences générales*

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline et qui, par ailleurs, est titulaire d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente, est admissible à ce programme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

#### *Exigences particulières*

En plus des documents exigés avec le formulaire de demande d'admission (dossier scolaire et rapports d'appréciation), chaque candidat doit présenter un curriculum vitæ et un texte d'une page dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire à l'appui de sa candidature une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine, qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

### Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Dans certains cas, des cours d'appoint peuvent être exigés d'un candidat.

### Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne, hiver.

---

## Responsable

### Directeur du programme

Georges Azzaria

418 656-2131, poste 12683

Télécopieur : 418 656-7714

[Georges.Azzaria@fd.ulaval.ca](mailto:Georges.Azzaria@fd.ulaval.ca)

### Faculté de rattachement

Faculté de droit

---

## Orientation et objectifs

### Objectifs

Ce diplôme s'adresse à une clientèle variée, notamment à la personne venant du milieu du travail qui désire acquérir une formation professionnelle et polyvalente.

Ce programme doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants:

- acquérir une formation professionnelle pratique en droit international et transnational;
- analyser, de manière critique, les règles et les pratiques afférentes au droit international et transnational;
- s'ouvrir à l'interdisciplinarité;
- aborder les problèmes juridiques dans une perspective globale;
- renforcer la capacité d'analyse, l'esprit de synthèse, le raisonnement et la capacité de communiquer oralement et par écrit.

---

## Renseignements additionnels

### Remarques sur les cours

#### Exigences particulières

La direction de programme pourra, en fonction du projet d'études de l'étudiant, exiger de celui-ci qu'il suive, pendant sa première session d'inscription, l'un ou plusieurs des cours suivants à titre de scolarité préparatoire: *Droit international public général (DRT-2150)*, *Droit international privé (DRT-2151)* et *Droit du commerce international (DRT-2153)*.

---

## Exigences d'obtention du diplôme

### Total exigé : 30 crédits

Équivalence maximum : 15 crédits

### Activités de formation communes

#### **Droit intern. et transnational**(30 crédits)

21 crédits parmi :

DRT-6000, DRT-6001, DRT-6010 à DRT-6013, DRT-6024, DRT-6029 à DRT-6032, DRT-6034, DRT-6038, DRT-6040, DRT-6041, DRT-6044 à DRT-6046, DRT-6048 à DRT-6050, DRT-6056, DRT-6064, DRT-6076, DRT-6077, DRT-7001 à DRT-7004, GIE-6004

0 à 6 crédits parmi :

DRT-6002 à DRT-6009, DRT-6014 à DRT-6016, DRT-6020 à DRT-6023, DRT-6025 à DRT-6027, DRT-6033, DRT-6035 à DRT-6037, DRT-6039, DRT-6042, DRT-6043, DRT-6047, DRT-6051 à DRT-6053, DRT-6055, DRT-6057 à DRT-6060, DRT-6063, DRT-6065, DRT-6074, DRT-6075

3 à 9 crédits parmi :

ECN-6601, ECN-6602, ECN-6950, ECN-6956, ECN-6958, ECN-7950, ECN-7951, ERU-7001, ETH-7001, GGR-7017, GGR-7019, GGR-7024, GIE-6000, GIE-6001, GIE-6003, GIE-6080, POL-7001, POL-7007, POL-7016, POL-7020 à POL-7023, POL-7025, POL-7029, POL-7034 à POL-7036, POL-7040, SOC-7044

# Maîtrise en droit - droit de l'entreprise (LL.M.)

---

## Dans cette page :

**Admission**

**Responsable du programme**

**Orientation et objectifs**

**Renseignements additionnels**

**Profils**

**Exigences d'obtention du diplôme**

**Recherche**

---

## Admission

### Exigences d'admission

#### *Exigences générales*

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline et qui, par ailleurs, est titulaire d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente, est admissible à ce programme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

#### *Exigences particulières*

En plus des documents exigés avec le formulaire de demande d'admission (dossier scolaire et rapports d'appréciation), chaque candidat doit présenter un curriculum vitae et un texte d'une page dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire à l'appui de sa candidature une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine, qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

### Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de son aptitude à la recherche (pour la maîtrise et le doctorat), ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Dans certains cas, des cours d'appoint peuvent être exigés d'un candidat.

### Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne, hiver.

---

## Responsable

### Directeur du programme

Georges Azzaria

418 656-2131, poste 12683

Télécopieur : 418 656-7714

[Georges.Azzaria@fd.ulaval.ca](mailto:Georges.Azzaria@fd.ulaval.ca)

### Faculté de rattachement

Faculté de droit

---

## Orientation et objectifs

### Objectifs

Cette majeure s'adresse à une clientèle variée et, notamment, au travailleur qui désire acquérir une formation professionnelle, pratique, polyvalente et de haut niveau. Elle vise l'étude des dimensions juridiques de l'entreprise dans une perspective appliquée, décloisonnée et interdisciplinaire et se caractérise par une méthode d'enseignement active, basée sur l'étude de situations concrètes liées à la vie de l'entreprise.

L'essai qui complète la scolarité du programme vise à permettre à l'étudiant de parfaire ses habiletés de recherche et de rédaction.

Cette majeure doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants:

- acquérir des connaissances approfondies en droit de l'entreprise;
- renforcer les habiletés professionnelles requises, plus particulièrement la capacité d'analyse, l'esprit de synthèse, le raisonnement, le sens critique, la créativité, les aptitudes à la négociation et à la médiation, la capacité de communiquer oralement et par écrit;
- développer la conscience professionnelle et l'intégrité, de même que des comportements ou des attitudes de nature préventive, tout en tenant compte de la dimension éthique des situations;
- accroître les aptitudes à la recherche juridique en traitant par écrit, de façon claire et cohérente, un problème relativement complexe.

---

## Renseignements additionnels

### Soutien financier

*Fonds de soutien financier facultaire*

Outre les diverses bourses au mérite de 7 500 \$ offertes par la Faculté de droit ([www.ulaval.ca/fd](http://www.ulaval.ca/fd)), un montant de 1 500 \$ est octroyé à tout étudiant inscrit à la maîtrise qui dépose son essai, avec l'approbation de son conseiller, au plus tard pendant la sixième session suivant son admission au programme, pour l'évaluation par le jury.

---

## Profils

### Profil international

L'option d'un profil international permet d'obtenir un soutien financier et logistique pour effectuer une session d'études dans une université partenaire. L'étudiant inscrit à un programme de maîtrise sans mémoire intéressé à s'en prévaloir est invité à prendre contact avec la direction de programme afin de connaître les conditions d'admissibilité à ce séjour d'études.

---

## Exigences d'obtention du diplôme

### Total exigé : 45 crédits

Équivalence maximum : 22 crédits

### Activités de formation communes

#### **Droit de l'entreprise**(45 crédits)

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-6062	Essai	15.0

21 crédits parmi :

DRT-6010, DRT-6011, DRT-6020 à DRT-6027, DRT-6033 à DRT-6036, DRT-6039, DRT-6041 à DRT-6043, DRT-6047, DRT-6048, DRT-6056, DRT-6057, DRT-6063 à DRT-6065, DRT-6074, DRT-7001, GIE-6004

0 à 6 crédits parmi :

DRT-6000 à DRT-6009, DRT-6012 à DRT-6016, DRT-6028 à DRT-6032, DRT-6038, DRT-6040, DRT-6044 à DRT-6046, DRT-6049 à DRT-6053, DRT-6055, DRT-6058 à DRT-6060, DRT-6075 à DRT-6077, DRT-7002 à DRT-7004

3 à 9 crédits parmi :

COM-7008, CTB-6007, ECN-6956, GSE-6003, GSF-6008, GSO-6005, MNG-6001, MNG-6006, MNG-6008, MQT-6002, MRK-6004, SIO-6009

## Profils

### Profil international

Cours	Titre	Crédits exigés
EHE-6DRT	Études - Profil international - M. en droit	12.0

---

## Recherche

Droit international public

Maurice Arbour, Olivier Delas, Denis Lemieux, Richard Ouellet, Geneviève Parent

Droit administratif

Eugénie Brouillet, Christian Brunelle, Paule Halley, Pierre Issalys, Sophie Lavallée, Denis Lemieux, Pierre Lemieux, Gilles Rousseau

Droit économique et financier

Georges Azzaria, Charline Bouchard, Raymonde Crête, Sylvette Guillemard, Marc Lacoursière, André Lareau, Sophie Lavallée, Denis Lemieux, Richard Ouellet, Geneviève Parent, Alain Prujiner, Jean Turgeon

Droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire

Marie-Ève Arbour, Maurice Arbour, Georges Azzaria, Édith Deleury, Paule Halley, Sophie Lavallée, Denis Lemieux, Ghislain Otis, Richard Ouellet, Geneviève Parent

Droit civil

Marie-Ève Arbour, André Bélanger, Marie-Claire Belleau, Michelle Cumyn, Édith Deleury, Jacques Deslauriers, Daniel Gardner, Dominique Goubau, Sylvette Guillemard, Christelle Landheer-Cieslak, Louise Langevin, Paul Laquerre, Sophie Lavallée, Christine Morin, Sylvio Normand, Alain Prujiner, Pierre Rainville, Jean Turgeon

Droit judiciaire

Christian Brunelle, Denis Ferland, Sylvette Guillemard, Alain Prujiner

Droit constitutionnel

Eugénie Brouillet, Christian Brunelle, Nicole Duplé, Ghislain Otis, Guy Tremblay

Droit pénal

Gisèle Côté-Harper, Julie Desrosiers, Paule Halley, Pierre Rainville

Droit du travail et droit social

Réjean Breton, Christian Brunelle, Pierre Issalys, Bjarne Melkevik, Dominic Roux

Histoire du droit

Sylvio Normand

Théorie du droit

Marie-Claire Belleau, Pierre Issalys, Bjarne Melkevik

Philosophie du droit

Bjarne Melkevik

Analyse féministe du droit

Marie-Claire Belleau, Louise Langevin

Science législative

Pierre Issalys, Lucie Lauzière

**Sous-champs de recherche, suivis du nom des professeurs habilités à diriger l'étudiant.**

Responsabilité civile, santé et sécurité des consommateurs, droit européen

Marie-Ève Arbour

Droit international public, droit international de l'environnement, droit constitutionnel, droit des investissements étrangers, droit de la mer

Maurice Arbour

Propriété intellectuelle, sociologie du droit, droit et culture

Georges Azzaria

Analyse critique du droit, théories féministes du droit, histoire de la pensée juridique critique, droit comparé, obligations conventionnelles

Marie-Claire Belleau

Droit des obligations, droit des assurances

André Bélanger

Droit des sociétés, droit de la PME, droit des corporations, patrimoines d'affectation, commerce électronique

Charlaine Bouchard

Droit du travail fondamental, convention de travail

Réjean Breton

Droit des biens, publicité des droits, cadastre, droit de la prescription, droit des sûretés

François Brochu

Droit constitutionnel, fédéralisme, partage des compétences, droit administratif

Eugénie Brouillet

Droit du travail, droits et libertés de la personne, droit judiciaire, droit administratif

Christian Brunelle

Droit pénal, procédure et preuve en matière pénale, charte canadienne des droits et libertés de la personne et les garanties juridiques

Gisèle Côté-Harper

Droit des sociétés par actions, droit des valeurs mobilières, droit des institutions financières, éthique en droit de l'entreprise

Raymonde Crête

Droit des obligations, droit comparé, common law, droit de l'entreprise

Michelle Cumyn

Droit international public, droit international des droits de la personne, droit de l'intégration européenne, droit des relations internationales, droit international humanitaire et pénal, droit de l'immigration

Olivier Delas

Médecine, éthique et droit; famille et socialisation de l'enfant, personnalités juridiques et droits de la personnalité

Édith Deleury

Droit des sûretés, droit de la faillite, droit des contrats nommés

Jacques Deslauriers

Droit pénal, droit carcéral, droits et libertés de la personne

Julie Desrosiers

Droit constitutionnel, droits et libertés de la personne, droit administratif

Nicole Duplé

Droit judiciaire privé et public, contentieux des chartes, contentieux constitutionnel, contentieux administratif

Denis Ferland

Contrats, responsabilité civile; protection du consommateur, assurance automobile, évaluation du préjudice corporel

Daniel Gardner

Droit des personnes, droit de la famille, droit patrimonial de la famille, droit de l'enfance

Dominique Goubau

Droit international privé, droit du commerce international, droit judiciaire, droit du commerce électronique, obligations conventionnelles.

Sylvette Guillemard

Droit de l'environnement; droit pénal, criminel et réglementaire; droit administratif, garanties juridiques, droit carcéral

Paule Halley

Science législative, légistique, théorie du droit, droit de la sécurité sociale, droit administratif, droit de la santé, interprétation des lois

Pierre Issalys

Droit des services financiers, droit du commerce électronique, droit des sociétés par actions, droit de la consommation

Marc Lacoursière

Droit civil: droit des personnes, droit de la famille, droit des contrats, droit des biens

Christelle Landheer-Cieslak

Analyse féministe, droit de la personne, théorie des obligations

Louise Langevin

Droit de la famille, droit patrimonial de la famille

Paul Laquerre (maîtrise seulement)

Fiscalité familiale, politique fiscale, pauvreté et fiscalité, fiscalité des sociétés, finances publiques

André Lareau

Interprétation des lois, légistique, droit comparé, méthodologie, droit professionnel

Lucie Lauzière

Droit civil, droit économique, droit de l'environnement, droit administratif, preuve civile

Sophie Lavallée

Droit administratif, droit public économique, intégration économique

Denis Lemieux

Droit administratif, droit judiciaire

Pierre Lemieux

Théories générales du droit, philosophie du droit, logique et argumentation juridique, méthodologie juridique, épistémologie juridique, droits politiques des autochtones, droit du travail

Bjarne Melkevik

Histoire du droit, histoire de la culture et de la pensée juridiques québécoises, droit des biens, droit des personnes

Sylvio Normand

Droit constitutionnel, droits et libertés de la personne, droit autochtone

Ghislain Otis

Droit international économique, OMC et Aléna, intégration des Amériques, mesures sanitaires et phytosanitaires

Richard Ouellet

Droit international économique, législation de l'agroalimentaire

Geneviève Parent

Droit du commerce international, droit international privé, arbitrage international

Alain Prujiner

Droit pénal, droit comparé, droit civil

Pierre Rainville

Droit administratif, droit urbain, contentieux municipal

Gilles Rousseau

Droit du travail et de l'emploi, droit international du travail, droits et libertés de la personne

Dominic Roux

Droit constitutionnel, méthodologie

Guy Tremblay

Droit commercial, droit des affaires, droit des sociétés par actions, droit de l'entreprise, droit des successions et libéralités, droit pénal

Jean Turgeon

# Maîtrise en droit - droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire (LL.M.)

---

## Dans cette page :

**Admission**

**Responsable du programme**

**Orientation et objectifs**

**Renseignements additionnels**

**Profils**

**Exigences d'obtention du diplôme**

**Recherche**

---

## Admission

### Exigences d'admission

#### *Exigences générales*

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline et qui, par ailleurs, est titulaire d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente, est admissible à ce programme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

#### *Exigences particulières*

En plus des documents exigés avec le formulaire de demande d'admission (dossier scolaire et rapports d'appréciation), chaque candidat doit présenter un curriculum vitae et un texte d'une page dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire à l'appui de sa candidature une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine, qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

### Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de son aptitude à la recherche (pour la maîtrise et le doctorat), ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Dans certains cas, des cours d'appoint peuvent être exigés d'un candidat.

### Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne, hiver.

---

## Responsable

### Directeur du programme

Georges Azzaria  
418 656-2131, poste 12683  
Télécopieur : 418 656-7714  
[Georges.Azzaria@fd.ulaval.ca](mailto:Georges.Azzaria@fd.ulaval.ca)

### Faculté de rattachement

Faculté de droit

---

## Orientation et objectifs

### Objectifs

Cette majeure s'adresse à une clientèle variée qui désire acquérir une formation professionnelle, pratique, polyvalente et de haut niveau. Elle doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants:

- acquérir une formation professionnelle pratique en droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire;
- analyser de manière critique les règles et les pratiques afférentes au droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire;
- s'ouvrir à l'interdisciplinarité;
- aborder les problèmes juridiques dans une perspective globale;
- renforcer la capacité d'analyse, l'esprit de synthèse, le raisonnement et la capacité de communiquer oralement et par écrit.

L'essai (environ 50 pages) qui complète la scolarité du programme vise à permettre à l'étudiant de développer ses habiletés de recherche et de rédaction.

---

## Renseignements additionnels

### Soutien financier

Fonds de soutien financier facultaire

Outre les diverses bourses au mérite de 7 500 \$ offertes par la Faculté de droit ([www.ulaval.ca/fd](http://www.ulaval.ca/fd)), un montant de 1 500 \$ est octroyé à tout étudiant inscrit à la maîtrise qui dépose son essai, avec l'approbation de son conseiller, au plus tard pendant la sixième session suivant son admission au programme, pour l'évaluation par le jury.

---

## Profils

### Profil international

L'option d'un profil international permet d'obtenir un soutien financier et logistique pour effectuer une session d'études dans une université partenaire. L'étudiant inscrit à un programme de maîtrise sans mémoire intéressé à s'en prévaloir est invité à prendre contact avec la direction de programme afin de connaître les conditions d'admissibilité à ce séjour d'études.

---

## Exigences d'obtention du diplôme

### Total exigé : 45 crédits

Équivalence maximum : 22 crédits

### Activités de formation communes

#### Env., dév. durable, séc. alim.(45 crédits)

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-6062	Essai	15.0

18 crédits parmi :

DRT-6000, DRT-6005, DRT-6010, DRT-6012, DRT-6013, DRT-6025, DRT-6038, DRT-6046, DRT-6047, DRT-6050 à DRT-6053, DRT-6055, DRT-6059, DRT-7001 à DRT-7004

3 à 6 crédits parmi :

DRT-6001 à DRT-6004, DRT-6006 à DRT-6009, DRT-6011, DRT-6014 à DRT-6016, DRT-6020 à DRT-6024, DRT-6026, DRT-6027, DRT-6029 à DRT-6036, DRT-6039 à DRT-6045, DRT-6048, DRT-6049, DRT-6054, DRT-6056 à DRT-6058, DRT-6060, DRT-6063 à DRT-6065, DRT-6074 à DRT-6077, GIE-6004

6 à 9 crédits parmi :

AME-6006, AME-6008, AME-6013, AME-6021, BIO-6900, BIO-6901, ECN-6951, ENV-7900, ERU-7000, ERU-7001, ETH-7001, ETI-7008, FOR-7009, GGR-7010, GGR-7016, GGR-7017, GGR-7019, GGR-7023, GGR-7024, MNG-6009, PHI-7200, POL-7036, SAC-6006, SCG-7031, SLS-6030, SOC-7044

## Profils

### Profil international

Cours	Titre	Crédits exigés
EHE-6DRT	Études - Profil international - M. en droit	12.0

## Recherche

### Droit international public

Maurice Arbour, Olivier Delas, Denis Lemieux, Richard Ouellet, Geneviève Parent

### Droit administratif

Eugénie Brouillet, Christian Brunelle, Paule Halley, Pierre Issalys, Sophie Lavallée, Denis Lemieux, Pierre Lemieux, Gilles Rousseau

### Droit économique et financier

Georges Azzaria, Charline Bouchard, Raymonde Crête, Sylvette Guillemard, Marc Lacoursière, André Lareau, Sophie Lavallée, Denis Lemieux, Richard Ouellet, Geneviève Parent, Alain Prujiner, Jean Turgeon

### Droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire

Marie-Ève Arbour, Maurice Arbour, Georges Azzaria, Édith Deleury, Paule Halley, Sophie Lavallée, Denis Lemieux, Ghislain Otis, Richard Ouellet, Geneviève Parent

### Droit civil

Marie-Ève Arbour, André Bélanger, Marie-Claire Belleau, Michelle Cumyn, Édith Deleury, Jacques Deslauriers, Daniel Gardner, Dominique Goubau, Sylvette Guillemard, Christelle Landheer-Cieslak, Louise Langevin, Paul Laquerre, Sophie Lavallée, Christine Morin, Sylvio Normand, Alain Prujiner, Pierre Rainville, Jean Turgeon

### Droit judiciaire

Christian Brunelle, Denis Ferland, Sylvette Guillemard, Alain Prujiner

### Droit constitutionnel

Eugénie Brouillet, Christian Brunelle, Nicole Duplé, Ghislain Otis, Guy Tremblay

### Droit pénal

Gisèle Côté-Harper, Julie Desrosiers, Paule Halley, Pierre Rainville

### Droit du travail et droit social

Réjean Breton, Christian Brunelle, Pierre Issalys, Bjarne Melkevik, Dominic Roux

### Histoire du droit

Sylvio Normand

### Théorie du droit

Marie-Claire Belleau, Pierre Issalys, Bjarne Melkevik

### Philosophie du droit

Bjarne Melkevik

### Analyse féministe du droit

Marie-Claire Belleau, Louise Langevin

### Science législative

Pierre Issalys, Lucie Lauzière

### Sous-champs de recherche, suivis du nom des professeurs habilités à diriger l'étudiant.

Responsabilité civile, santé et sécurité des consommateurs, droit européen

Marie-Ève Arbour

Droit international public, droit international de l'environnement, droit constitutionnel, droit des investissements étrangers, droit de la mer

Maurice Arbour

Propriété intellectuelle, sociologie du droit, droit et culture

Georges Azzaria

Analyse critique du droit, théories féministes du droit, histoire de la pensée juridique critique, droit comparé, obligations conventionnelles

Marie-Claire Belleau

Droit des obligations, droit des assurances

André Bélanger

Droit des sociétés, droit de la PME, droit des corporations, patrimoines d'affectation, commerce électronique

Charlaine Bouchard

Droit du travail fondamental, convention de travail

Réjean Breton

Droit des biens, publicité des droits, cadastre, droit de la prescription, droit des sûretés

François Brochu

Droit constitutionnel, fédéralisme, partage des compétences, droit administratif

Eugénie Brouillet

Droit du travail, droits et libertés de la personne, droit judiciaire, droit administratif

Christian Brunelle

Droit pénal, procédure et preuve en matière pénale, charte canadienne des droits et libertés de la personne et les garanties juridiques

Gisèle Côté-Harper

Droit des sociétés par actions, droit des valeurs mobilières, droit des institutions financières, éthique en droit de l'entreprise

Raymonde Crête

Droit des obligations, droit comparé, common law, droit de l'entreprise

Michelle Cumyn

Droit international public, droit international des droits de la personne, droit de l'intégration européenne, droit des relations internationales, droit international humanitaire et pénal, droit de l'immigration

Olivier Delas

Médecine, éthique et droit; famille et socialisation de l'enfant, personnalités juridiques et droits de la personnalité

Édith Deleury

Droit des sûretés, droit de la faillite, droit des contrats nommés

Jacques Deslauriers

Droit pénal, droit carcéral, droits et libertés de la personne

Julie Desrosiers

Droit constitutionnel, droits et libertés de la personne, droit administratif

Nicole Duplé

Droit judiciaire privé et public, contentieux des chartes, contentieux constitutionnel, contentieux administratif

Denis Ferland

Contrats, responsabilité civile; protection du consommateur, assurance automobile, évaluation du préjudice corporel

Daniel Gardner

Droit des personnes, droit de la famille, droit patrimonial de la famille, droit de l'enfance

Dominique Goubau

Droit international privé, droit du commerce international, droit judiciaire, droit du commerce électronique, obligations conventionnelles.

Sylvette Guillemard

Droit de l'environnement; droit pénal, criminel et réglementaire; droit administratif, garanties juridiques, droit carcéral

Paule Halley

Science législative, légistique, théorie du droit, droit de la sécurité sociale, droit administratif, droit de la santé, interprétation des lois

Pierre Issalys

Droit des services financiers, droit du commerce électronique, droit des sociétés par actions, droit de la consommation

Marc Lacoursière

Droit civil: droit des personnes, droit de la famille, droit des contrats, droit des biens

Christelle Landheer-Cieslak

Analyse féministe, droit de la personne, théorie des obligations

Louise Langevin

Droit de la famille, droit patrimonial de la famille

Paul Laquerre (maîtrise seulement)

Fiscalité familiale, politique fiscale, pauvreté et fiscalité, fiscalité des sociétés, finances publiques

André Lareau

Interprétation des lois, légistique, droit comparé, méthodologie, droit professionnel

Lucie Lauzière

Droit civil, droit économique, droit de l'environnement, droit administratif, preuve civile

Sophie Lavallée

Droit administratif, droit public économique, intégration économique

Denis Lemieux

Droit administratif, droit judiciaire

Pierre Lemieux

Théories générales du droit, philosophie du droit, logique et argumentation juridique, méthodologie juridique, épistémologie juridique, droits politiques des autochtones, droit du travail

Bjarne Melkevik

Histoire du droit, histoire de la culture et de la pensée juridiques québécoises, droit des biens, droit des personnes

Sylvio Normand

Droit constitutionnel, droits et libertés de la personne, droit autochtone

Ghislain Otis

Droit international économique, OMC et Aléna, intégration des Amériques, mesures sanitaires et phytosanitaires

Richard Ouellet

Droit international économique, législation de l'agroalimentaire

Geneviève Parent

Droit du commerce international, droit international privé, arbitrage international

Alain Prujiner

Droit pénal, droit comparé, droit civil

Pierre Rainville

Droit administratif, droit urbain, contentieux municipal

Gilles Rousseau

Droit du travail et de l'emploi, droit international du travail, droits et libertés de la personne

Dominic Roux

Droit constitutionnel, méthodologie

Guy Tremblay

Droit commercial, droit des affaires, droit des sociétés par actions, droit de l'entreprise, droit des successions et libéralités, droit pénal

Jean Turgeon

# Maîtrise en droit - droit international et transnational (LL.M.)

---

## Dans cette page :

**Admission**

**Responsable du programme**

**Orientation et objectifs**

**Renseignements additionnels**

**Profils**

**Exigences d'obtention du diplôme**

**Recherche**

---

## Admission

### Exigences d'admission

#### *Exigences générales*

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline et qui, par ailleurs, est titulaire d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente, est admissible à ce programme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

En plus des documents exigés avec le formulaire de demande d'admission (dossier scolaire et rapports d'appréciation), chaque candidat doit présenter un curriculum vitæ et un texte d'une page dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire à l'appui de sa candidature une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine, qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

#### *Exigences particulières*

Avoir suivi durant le programme de premier cycle le cours *Droit international public général (DRT-2150)* et l'un ou l'autre des deux cours suivants: *Droit international privé (DRT-2151)* ou *Droit du commerce international (DRT-2153)*, ou leurs équivalents. À défaut de satisfaire à cette condition, l'étudiant doit suivre ces cours de premier cycle pendant les deux premières sessions d'inscription à la maîtrise, à titre de scolarité préparatoire.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

### Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de son aptitude à la recherche (pour la maîtrise et le doctorat), ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Dans certains cas, des cours d'appoint peuvent être exigés d'un candidat.

### Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne, hiver.

---

## Responsable

### Directeur du programme

Georges Azzaria

418 656-2131, poste 12683

Télécopieur : 418 656-7714

[Georges.Azzaria@fd.ulaval.ca](mailto:Georges.Azzaria@fd.ulaval.ca)

### Faculté de rattachement

Faculté de droit

## Orientation et objectifs

### Objectifs

Cette majeure s'adresse à une clientèle variée et, notamment, au travailleur qui désire acquérir une formation professionnelle, pratique, polyvalente et de haut niveau. Elle doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants:

- acquérir une formation professionnelle pratique en droit international et transnational;
- analyser, de manière critique, les règles et les pratiques afférentes au droit international et transnational;
- s'ouvrir à l'interdisciplinarité;
- aborder les problèmes juridiques dans une perspective globale;
- renforcer la capacité d'analyse, l'esprit de synthèse, le raisonnement et l'habileté à communiquer oralement et par écrit;
- accroître les aptitudes à la recherche juridique en traitant par écrit, de façon claire et cohérente, un problème relativement complexe.

## Renseignements additionnels

### Soutien financier

Fonds de soutien financier facultaire

Outre les diverses bourses au mérite de 7 500 \$ offertes par la Faculté de droit (<http://www.fd.ulaval.ca/site/cms/index.php>), un montant de 1 500 \$ est octroyé à tout étudiant inscrit à la maîtrise qui dépose son essai, avec l'approbation de son conseiller, au plus tard pendant la sixième session suivant son admission au programme, pour l'évaluation par le jury.

## Profils

### Profil international

L'option d'un profil international permet d'obtenir un soutien financier et logistique pour effectuer une session d'études dans une université partenaire. L'étudiant inscrit à un programme de maîtrise sans mémoire intéressé à s'en prévaloir est invité à prendre contact avec la direction de programme afin de connaître les conditions d'admissibilité à ce séjour d'études.

## Exigences d'obtention du diplôme

### Total exigé : 45 crédits

Équivalence maximum : 22 crédits

### Activités de formation communes

#### Droit intern. et transnational(45 crédits)

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-6062	Essai	15.0

21 crédits parmi :

DRT-6000, DRT-6001, DRT-6010 à DRT-6013, DRT-6024, DRT-6029 à DRT-6032, DRT-6034, DRT-6038, DRT-6040, DRT-6041, DRT-6044 à DRT-6046, DRT-6048 à DRT-6050, DRT-6056, DRT-6064, DRT-6076, DRT-6077, DRT-7001 à DRT-7004, GIE-6004

0 à 6 crédits parmi :

DRT-6002 à DRT-6009, DRT-6014 à DRT-6016, DRT-6020 à DRT-6023, DRT-6025 à DRT-6027, DRT-6033, DRT-6035 à DRT-6037, DRT-6039, DRT-6042, DRT-6043, DRT-6047, DRT-6051 à DRT-6053, DRT-6055, DRT-6057 à DRT-6060, DRT-6063, DRT-6065, DRT-6074, DRT-6075

3 à 9 crédits parmi :

ECN-6601, ECN-6602, ECN-6950, ECN-6956, ECN-6958, ECN-7950, ECN-7951, ERU-7001, ETH-7001, GGR-7017, GGR-7019, GGR-7024, GIE-6000, GIE-6001, GIE-6003, GIE-6080, POL-7001, POL-7007, POL-7016, POL-7020 à POL-7023, POL-7025, POL-7026, POL-7029, POL-7034 à POL-7036, POL-7040, SCR-6004, SOC-7044

## Profils

### Profil international

Cours	Titre	Crédits exigés
EHE-6DRT	Études - Profil international - M. en droit	12.0

---

## Recherche

### Droit international public

Maurice Arbour, Olivier Delas, Denis Lemieux, Richard Ouellet, Geneviève Parent

### Droit administratif

Eugénie Brouillet, Christian Brunelle, Paule Halley, Pierre Issalys, Sophie Lavallée, Denis Lemieux, Pierre Lemieux, Gilles Rousseau

### Droit économique et financier

Georges Azzaria, Charline Bouchard, Raymonde Crête, Sylvette Guillemard, Marc Lacoursière, André Lareau, Sophie Lavallée, Denis Lemieux, Richard Ouellet, Geneviève Parent, Alain Prujiner, Jean Turgeon

### Droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire

Marie-Ève Arbour, Maurice Arbour, Georges Azzaria, Édith Deleury, Paule Halley, Sophie Lavallée, Denis Lemieux, Ghislain Otis, Richard Ouellet, Geneviève Parent

### Droit civil

Marie-Ève Arbour, André Bélanger, Marie-Claire Belleau, Michelle Cumyn, Édith Deleury, Jacques Deslauriers, Daniel Gardner, Dominique Goubau, Sylvette Guillemard, Christelle Landheer-Cieslak, Louise Langevin, Paul Laquerre, Sophie Lavallée, Christine Morin, Sylvio Normand, Alain Prujiner, Pierre Rainville, Jean Turgeon

### Droit judiciaire

Christian Brunelle, Denis Ferland, Sylvette Guillemard, Alain Prujiner

### Droit constitutionnel

Eugénie Brouillet, Christian Brunelle, Nicole Duplé, Ghislain Otis, Guy Tremblay

### Droit pénal

Gisèle Côté-Harper, Julie Desrosiers, Paule Halley, Pierre Rainville

### Droit du travail et droit social

Réjean Breton, Christian Brunelle, Pierre Issalys, Bjarne Melkevik, Dominic Roux

### Histoire du droit

Sylvio Normand

### Théorie du droit

Marie-Claire Belleau, Pierre Issalys, Bjarne Melkevik

### Philosophie du droit

Bjarne Melkevik

### Analyse féministe du droit

Marie-Claire Belleau, Louise Langevin

### Science législative

Pierre Issalys, Lucie Lauzière

### Sous-champs de recherche, suivis du nom des professeurs habilités à diriger l'étudiant.

Responsabilité civile, santé et sécurité des consommateurs, droit européen

Marie-Ève Arbour

Droit international public, droit international de l'environnement, droit constitutionnel, droit des investissements étrangers, droit de la mer

Maurice Arbour

Propriété intellectuelle, sociologie du droit, droit et culture

Georges Azzaria

Analyse critique du droit, théories féministes du droit, histoire de la pensée juridique critique, droit comparé, obligations conventionnelles

Marie-Claire Belleau

Droit des obligations, droit des assurances

André Bélanger

Droit des sociétés, droit de la PME, droit des corporations, patrimoines d'affectation, commerce électronique

Charlaine Bouchard

Droit du travail fondamental, convention de travail

Réjean Breton

Droit des biens, publicité des droits, cadastre, droit de la prescription, droit des sûretés

François Brochu

Droit constitutionnel, fédéralisme, partage des compétences, droit administratif

Eugénie Brouillet

Droit du travail, droits et libertés de la personne, droit judiciaire, droit administratif

Christian Brunelle

Droit pénal, procédure et preuve en matière pénale, charte canadienne des droits et libertés de la personne et les garanties juridiques

Gisèle Côté-Harper

Droit des sociétés par actions, droit des valeurs mobilières, droit des institutions financières, éthique en droit de l'entreprise

Raymonde Crête

Droit des obligations, droit comparé, common law, droit de l'entreprise

Michelle Cumyn

Droit international public, droit international des droits de la personne, droit de l'intégration européenne, droit des relations internationales, droit international humanitaire et pénal, droit de l'immigration

Olivier Delas

Médecine, éthique et droit; famille et socialisation de l'enfant, personnalités juridiques et droits de la personnalité

Édith Deleury

Droit des sûretés, droit de la faillite, droit des contrats nommés

Jacques Deslauriers

Droit pénal, droit carcéral, droits et libertés de la personne

Julie Desrosiers

Droit constitutionnel, droits et libertés de la personne, droit administratif

Nicole Duplé

Droit judiciaire privé et public, contentieux des chartes, contentieux constitutionnel, contentieux administratif

Denis Ferland

Contrats, responsabilité civile; protection du consommateur, assurance automobile, évaluation du préjudice corporel

Daniel Gardner

Droit des personnes, droit de la famille, droit patrimonial de la famille, droit de l'enfance

Dominique Goubau

Droit international privé, droit du commerce international, droit judiciaire, droit du commerce électronique, obligations conventionnelles.

Sylvette Guillemard

Droit de l'environnement; droit pénal, criminel et réglementaire; droit administratif, garanties juridiques, droit carcéral

Paule Halley

Science législative, légistique, théorie du droit, droit de la sécurité sociale, droit administratif, droit de la santé, interprétation des lois

Pierre Issalys

Droit des services financiers, droit du commerce électronique, droit des sociétés par actions, droit de la consommation

Marc Lacoursière

Droit civil: droit des personnes, droit de la famille, droit des contrats, droit des biens

Christelle Landheer-Cieslak

Analyse féministe, droit de la personne, théorie des obligations

Louise Langevin

Droit de la famille, droit patrimonial de la famille

Paul Laquerre (maîtrise seulement)

Fiscalité familiale, politique fiscale, pauvreté et fiscalité, fiscalité des sociétés, finances publiques

André Lareau

Interprétation des lois, légistique, droit comparé, méthodologie, droit professionnel

Lucie Lauzière

Droit civil, droit économique, droit de l'environnement, droit administratif, preuve civile

Sophie Lavallée

Droit administratif, droit public économique, intégration économique

Denis Lemieux

Droit administratif, droit judiciaire

Pierre Lemieux

Théories générales du droit, philosophie du droit, logique et argumentation juridique, méthodologie juridique, épistémologie juridique, droits politiques des autochtones, droit du travail

Bjarne Melkevik

Histoire du droit, histoire de la culture et de la pensée juridiques québécoises, droit des biens, droit des personnes

Sylvio Normand

Droit constitutionnel, droits et libertés de la personne, droit autochtone

Ghislain Otis

Droit international économique, OMC et Aléna, intégration des Amériques, mesures sanitaires et phytosanitaires

Richard Ouellet

Droit international économique, législation de l'agroalimentaire

Geneviève Parent

Droit du commerce international, droit international privé, arbitrage international

Alain Prujiner

Droit pénal, droit comparé, droit civil

Pierre Rainville

Droit administratif, droit urbain, contentieux municipal

Gilles Rousseau

Droit du travail et de l'emploi, droit international du travail, droits et libertés de la personne

Dominic Roux

Droit constitutionnel, méthodologie

Guy Tremblay

Droit commercial, droit des affaires, droit des sociétés par actions, droit de l'entreprise, droit des successions et libéralités, droit pénal

Jean Turgeon

# Maîtrise en droit - avec mémoire (LL.M.)

---

Dans cette page :

**Admission**

**Responsable du programme**

**Orientation et objectifs**

**Renseignements additionnels**

**Exigences d'obtention du diplôme**

**Recherche**

---

## Admission

### Exigences d'admission

#### *Exigences générales*

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent.

#### *Exigences particulières*

En plus des documents exigés avec le formulaire de demande d'admission (dossier scolaire et rapports d'appréciation), chaque candidat doit présenter un curriculum vitae et un texte d'environ deux pages dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études. De plus, il doit exposer dans un texte d'une page, le sujet de recherche qu'il compte entreprendre dans le cadre de son mémoire.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire à l'appui de sa candidature une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine, qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

### Recherchistes à la magistrature

La personne qui effectue le stage du Barreau du Québec à titre de recherchiste à la Cour d'appel du Québec ou à la Cour supérieure du Québec et qui s'inscrit à la maîtrise avec mémoire peut, à certaines conditions, obtenir une équivalence de scolarité de 9 crédits.

### Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne, hiver et été.

---

## Responsable

### Directeur du programme

Georges Azzaria  
418 656-2131, poste 12683  
Télécopieur : 418 656-7714  
[Georges.Azzaria@fd.ulaval.ca](mailto:Georges.Azzaria@fd.ulaval.ca)

### Faculté de rattachement

Faculté de droit

---

## Orientation et objectifs

### Objectifs

Ce programme vise à accroître les aptitudes à la recherche juridique. Il met l'accent sur la formation méthodologique tant durant la scolarité que durant la rédaction du mémoire.

Cette maîtrise privilégie les axes d'enseignement et de recherche suivants: environnement, santé et droit; droits fondamentaux et droits collectifs; droit de l'environnement, de l'aménagement et des collectivités locales; droit des personnes et de la famille; droit et société; droit international et transnational; droit de l'entreprise.

Des cours sont également offerts dans d'autres secteurs du droit. De même, le mémoire peut porter sur tout sujet juridique qui cadre avec les vastes ressources humaines et documentaires de la Faculté.

Ce programme doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants:

- acquérir une spécialité juridique et une formation avancée en méthodologie du droit;
- rendre l'étudiant capable d'utiliser ses connaissances et son expérience avec un esprit critique;
- développer l'esprit d'analyse et de synthèse;
- apprendre à présenter par écrit un travail de recherche d'une certaine complexité;
- permettre à l'étudiant de s'adapter à des situations nouvelles.

---

## Renseignements additionnels

### Soutien financier

Fonds de soutien financier facultaire

Outre les diverses bourses au mérite de 5 000 \$ à 10 000 \$ offertes par la Faculté de droit ([www.ulaval.ca/fd](http://www.ulaval.ca/fd)), un montant de 1 500 \$ est octroyé à tout étudiant inscrit à la maîtrise qui dépose son mémoire, avec l'approbation de son directeur de recherche, au plus tard pendant la sixième session suivant son admission au programme, pour l'évaluation par le jury.

### Comité d'examen

Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de son aptitude à la recherche, ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Dans certains cas, des cours d'appoint peuvent être exigés d'un candidat.

---

## Exigences d'obtention du diplôme

### Total exigé : 45 crédits

Équivalence maximum : 11 crédits

### Activités de formation communes

#### Droit(22 crédits)

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-6018	Élaboration du projet de mémoire	3,0
DRT-6019	Atelier de présentation du projet de mémoire	1,0
DRT-6080	Lectures dirigées de maîtrise I	3,0
DRT-6081	Lectures dirigées de maîtrise II	3,0
DRT-7000	Méthodologie avancée en droit	3,0

9 crédits parmi :

DRT-6000 à DRT-6016, DRT-6020 à DRT-6027, DRT-6029 à DRT-6036, DRT-6038 à DRT-6053, DRT-6055 à DRT-6060, DRT-6063 à DRT-6065, DRT-6074 à DRT-6077, DRT-7001 à DRT-7004, GIE-6004

#### Recherche

Description : L'étudiant doit réaliser toutes les activités de recherche prévues dans son programme.

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-6801	Activité de recherche - mémoire 1	3,0
DRT-6802	Activité de recherche - mémoire 2	6,0
DRT-6803	Activité de recherche - mémoire 3	7,0 crédits/activité temps plein
DRT-6804	Activité de recherche - mémoire 4	7,0 crédits/activité temps plein

## Recherche

### Droit international public

Maurice Arbour, Olivier Delas, Denis Lemieux, Richard Ouellet, Geneviève Parent

### Droit administratif

Eugénie Brouillet, Christian Brunelle, Paule Halley, Pierre Issalys, Sophie Lavallée, Denis Lemieux, Pierre Lemieux, Gilles Rousseau

### Droit économique et financier

Georges Azzaria, Charline Bouchard, Raymonde Crête, Sylvette Guillemard, Marc Lacoursière, André Lareau, Sophie Lavallée, Denis Lemieux, Richard Ouellet, Geneviève Parent, Alain Prujiner, Jean Turgeon

### Droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire

Marie-Ève Arbour, Maurice Arbour, Georges Azzaria, Édith Deleury, Paule Halley, Sophie Lavallée, Denis Lemieux, Ghislain Otis, Richard Ouellet, Geneviève Parent

### Droit civil

Marie-Ève Arbour, André Bélanger, Marie-Claire Belleau, Michelle Cumyn, Édith Deleury, Jacques Deslauriers, Daniel Gardner, Dominique Goubau, Sylvette Guillemard, Christelle Landheer-Cieslak, Louise Langevin, Paul Laquerre, Sophie Lavallée, Christine Morin, Sylvio Normand, Alain Prujiner, Pierre Rainville, Jean Turgeon

### Droit judiciaire

Christian Brunelle, Denis Ferland, Sylvette Guillemard, Alain Prujiner

### Droit constitutionnel

Eugénie Brouillet, Christian Brunelle, Nicole Duplé, Ghislain Otis, Guy Tremblay

### Droit pénal

Gisèle Côté-Harper, Julie Desrosiers, Paule Halley, Pierre Rainville

### Droit du travail et droit social

Réjean Breton, Christian Brunelle, Pierre Issalys, Bjarne Melkevik, Dominic Roux

### Histoire du droit

Sylvio Normand

### Théorie du droit

Marie-Claire Belleau, Pierre Issalys, Bjarne Melkevik

### Philosophie du droit

Bjarne Melkevik

### Analyse féministe du droit

Marie-Claire Belleau, Louise Langevin

### Science législative

Pierre Issalys, Lucie Lauzière

### Sous-champs de recherche, suivis du nom des professeurs habilités à diriger l'étudiant.

#### Responsabilité civile, santé et sécurité des consommateurs, droit européen

Marie-Ève Arbour

#### Droit international public, droit international de l'environnement, droit constitutionnel, droit des investissements étrangers, droit de la mer

Maurice Arbour

#### Propriété intellectuelle, sociologie du droit, droit et culture

Georges Azzaria

#### Analyse critique du droit, théories féministes du droit, histoire de la pensée juridique critique, droit comparé, obligations conventionnelles

Marie-Claire Belleau

#### Droit des obligations, droit des assurances

André Bélanger

#### Droit des sociétés, droit de la PME, droit des corporations, patrimoines d'affectation, commerce électronique

Charline Bouchard

#### Droit du travail fondamental, convention de travail

Réjean Breton

Droit des biens, publicité des droits, cadastre, droit de la prescription, droit des sûretés

François Brochu

Droit constitutionnel, fédéralisme, partage des compétences, droit administratif

Eugénie Brouillet

Droit du travail, droits et libertés de la personne, droit judiciaire, droit administratif

Christian Brunelle

Droit pénal, procédure et preuve en matière pénale, charte canadienne des droits et libertés de la personne et les garanties juridiques

Gisèle Côté-Harper

Droit des sociétés par actions, droit des valeurs mobilières, droit des institutions financières, éthique en droit de l'entreprise

Raymonde Crête

Droit des obligations, droit comparé, common law, droit de l'entreprise

Michelle Cumyn

Droit international public, droit international des droits de la personne, droit de l'intégration européenne, droit des relations internationales, droit international humanitaire et pénal, droit de l'immigration

Olivier Delas

Médecine, éthique et droit; famille et socialisation de l'enfant, personnalités juridiques et droits de la personnalité

Édith Deleury

Droit des sûretés, droit de la faillite, droit des contrats nommés

Jacques Deslauriers

Droit pénal, droit carcéral, droits et libertés de la personne

Julie Desrosiers

Droit constitutionnel, droits et libertés de la personne, droit administratif

Nicole Duplé

Droit judiciaire privé et public, contentieux des chartes, contentieux constitutionnel, contentieux administratif

Denis Ferland

Contrats, responsabilité civile; protection du consommateur, assurance automobile, évaluation du préjudice corporel

Daniel Gardner

Droit des personnes, droit de la famille, droit patrimonial de la famille, droit de l'enfance

Dominique Goubau

Droit international privé, droit du commerce international, droit judiciaire, droit du commerce électronique, obligations conventionnelles.

Sylvette Guillemard

Droit de l'environnement; droit pénal, criminel et réglementaire; droit administratif, garanties juridiques, droit carcéral

Paule Halley

Science législative, légistique, théorie du droit, droit de la sécurité sociale, droit administratif, droit de la santé, interprétation des lois

Pierre Issalys

Droit des services financiers, droit du commerce électronique, droit des sociétés par actions, droit de la consommation

Marc Lacoursière

Droit civil: droit des personnes, droit de la famille, droit des contrats, droit des biens

Christelle Landheer-Cieslak

Analyse féministe, droit de la personne, théorie des obligations

Louise Langevin

Droit de la famille, droit patrimonial de la famille

Paul Laquerre (maîtrise seulement)

Fiscalité familiale, politique fiscale, pauvreté et fiscalité, fiscalité des sociétés, finances publiques

André Lareau

Interprétation des lois, légistique, droit comparé, méthodologie, droit professionnel

Lucie Lauzière

Droit civil, droit économique, droit de l'environnement, droit administratif, preuve civile

Sophie Lavallée

Droit administratif, droit public économique, intégration économique

Denis Lemieux

Droit administratif, droit judiciaire

Pierre Lemieux

Théories générales du droit, philosophie du droit, logique et argumentation juridique, méthodologie juridique, épistémologie juridique, droits politiques des autochtones, droit du travail

Bjarne Melkevik

Histoire du droit, histoire de la culture et de la pensée juridiques québécoises, droit des biens, droit des personnes

Sylvio Normand

Droit constitutionnel, droits et libertés de la personne, droit autochtone

Ghislain Otis

Droit international économique, OMC et Aléna, intégration des Amériques, mesures sanitaires et phytosanitaires

Richard Ouellet

Droit international économique, législation de l'agroalimentaire

Geneviève Parent

Droit du commerce international, droit international privé, arbitrage international

Alain Prujiner

Droit pénal, droit comparé, droit civil

Pierre Rainville

Droit administratif, droit urbain, contentieux municipal

Gilles Rousseau

Droit du travail et de l'emploi, droit international du travail, droits et libertés de la personne

Dominic Roux

Droit constitutionnel, méthodologie

Guy Tremblay

Droit commercial, droit des affaires, droit des sociétés par actions, droit de l'entreprise, droit des successions et libéralités, droit pénal

Jean Turgeon

# Doctorat en droit (LL.D.)

---

## Dans cette page :

**Admission**

**Responsable du programme**

**Orientation et objectifs**

**Renseignements additionnels**

**Exigences d'obtention du diplôme**

**Recherche**

---

## Admission

### Exigences d'admission

#### *Exigences générales*

Être titulaire d'une maîtrise en droit, délivrée par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. Un candidat dont la formation de deuxième cycle ne comporte aucun travail substantiel de recherche n'est pas admissible, sauf si l'ensemble de son dossier témoigne d'une capacité de mener à terme, de manière autonome, un projet de recherche d'envergure.

#### *Exigences particulières*

En plus des documents exigés avec le formulaire de demande d'admission (dossier scolaire et rapports d'appréciation), chaque candidat doit présenter un curriculum vitæ et un texte d'environ deux pages dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études. De plus, il doit exposer dans un texte d'environ trois pages son projet d'études doctorales. Cette présentation doit comprendre le titre provisoire de la thèse, une esquisse du sujet de recherche, une ébauche de plan et une bibliographie sommaire.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire à l'appui de sa candidature une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine, qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

Aucune offre définitive d'admission au doctorat ne sera faite avant qu'un directeur de recherche n'ait été désigné. On suggère au candidat de proposer lui-même le nom d'un directeur de thèse.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

### Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne, hiver et été.

---

## Responsable

### Directeur du programme

Georges Azzaria  
418 656-2131, poste 12683  
Télécopieur : 418 656-7714  
[Georges.Azzaria@fd.ulaval.ca](mailto:Georges.Azzaria@fd.ulaval.ca)

### Faculté de rattachement

Faculté de droit

---

## Orientation et objectifs

### Objectifs

Ce programme vise à former des chercheurs autonomes, capables d'apporter une contribution substantielle à l'avancement des connaissances de la science juridique.

Il doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants:

- poursuivre des recherches originales, de façon autonome;
- contribuer, de façon substantielle et directe, à l'avancement des connaissances;
- interpréter des données relativement complexes;
- acquérir un esprit critique envers sa discipline.

---

## Renseignements additionnels

### Soutien financier

Fonds de soutien financier facultaire

Outre les diverses bourses offertes par la Faculté de droit ([www.ulaval.ca/fd](http://www.ulaval.ca/fd)), tout étudiant admis au doctorat et inscrit à temps complet de manière ininterrompue se voit accorder un montant de 16 000 \$, payable en versements étalés en fonction, principalement, de la progression des études. Ce montant est cumulable avec toute autre bourse.

### Comité d'examen

Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de son aptitude à la recherche, ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Dans certains cas, des cours d'appoint peuvent être exigés d'un candidat.

### Travail de rédaction

Prélecture

La thèse est un travail d'envergure d'environ 350 pages portant sur un sujet original. La prélecture est une étape obligatoire de l'évaluation de la thèse dans ce programme (*Règlement des études*, art. 280). Elle consiste à faire lire la version originale de la thèse par un professeur non impliqué dans le travail de l'étudiant avant que ne soit donnée l'autorisation de déposer la version qui sera soumise à l'évaluation par un jury. La thèse est évaluée par quatre examinateurs, dont au moins un professeur de l'extérieur. Il y a soutenance publique.

---

## Exigences d'obtention du diplôme

### Total exigé : 90 crédits

Équivalence maximum : 12 crédits

### Activités de formation communes

#### Droit(24 crédits)

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-7000	Méthodologie avancée en droit	3,0
DRT-8000	Lectures dirigées de doctorat	6,0
DRT-8001	Examen de thèse : volet rétrospectif	3,0
DRT-8002	Examen de thèse : volet prospectif	3,0
DRT-8003	Épistémologie juridique	3,0
DRT-8004	Élaboration du projet de thèse	6,0

#### Recherche

Description : L'étudiant doit réaliser toutes les activités de recherche prévues dans son programme.

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-8801	Activité de recherche - thèse 1	3,0
DRT-8802	Activité de recherche - thèse 2	3,0
DRT-8803	Activité de recherche - thèse 3	7,0 crédits/activité temps plein
DRT-8804	Activité de recherche - thèse 4	9,0 crédits/activité temps plein

DRT-8805	Activité de recherche - thèse 5	11,0 crédits/activité temps plein
DRT-8806	Activité de recherche - thèse 6	11,0 crédits/activité temps plein
DRT-8807	Activité de recherche - thèse 7	11,0 crédits/activité temps plein
DRT-8808	Activité de recherche - thèse 8	11,0 crédits/activité temps plein

---

## Recherche

### Droit international public

Maurice Arbour, Olivier Delas, Denis Lemieux, Richard Ouellet, Geneviève Parent

### Droit administratif

Eugénie Brouillet, Christian Brunelle, Paule Halley, Pierre Issalys, Sophie Lavallée, Denis Lemieux, Pierre Lemieux, Gilles Rousseau

### Droit économique et financier

Georges Azzaria, Charline Bouchard, Raymonde Crête, Sylvette Guillemard, Marc Lacoursière, André Lareau, Sophie Lavallée, Denis Lemieux, Richard Ouellet, Geneviève Parent, Alain Prujiner, Jean Turgeon

### Droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire

Marie-Ève Arbour, Maurice Arbour, Georges Azzaria, Édith Deleury, Paule Halley, Sophie Lavallée, Denis Lemieux, Ghislain Otis, Richard Ouellet, Geneviève Parent

### Droit civil

Marie-Ève Arbour, André Bélanger, Marie-Claire Belleau, Michelle Cumyn, Édith Deleury, Jacques Deslauriers, Daniel Gardner, Dominique Goubau, Sylvette Guillemard, Christelle Landheer-Cieslak, Louise Langevin, Paul Laquerre, Sophie Lavallée, Christine Morin, Sylvio Normand, Alain Prujiner, Pierre Rainville, Jean Turgeon

### Droit judiciaire

Christian Brunelle, Denis Ferland, Sylvette Guillemard, Alain Prujiner

### Droit constitutionnel

Eugénie Brouillet, Christian Brunelle, Nicole Duplé, Ghislain Otis, Guy Tremblay

### Droit pénal

Gisèle Côté-Harper, Julie Desrosiers, Paule Halley, Pierre Rainville

### Droit du travail et droit social

Réjean Breton, Christian Brunelle, Pierre Issalys, Bjarne Melkevik, Dominic Roux

### Histoire du droit

Sylvio Normand

### Théorie du droit

Marie-Claire Belleau, Pierre Issalys, Bjarne Melkevik

### Philosophie du droit

Bjarne Melkevik

### Analyse féministe du droit

Marie-Claire Belleau, Louise Langevin

### Science législative

Pierre Issalys, Lucie Lauzière

### **Sous-champs de recherche, suivis du nom des professeurs habilités à diriger l'étudiant.**

#### Responsabilité civile, santé et sécurité des consommateurs, droit européen

Marie-Ève Arbour

#### Droit international public, droit international de l'environnement, droit constitutionnel, droit des investissements étrangers, droit de la mer

Maurice Arbour

#### Propriété intellectuelle, sociologie du droit, droit et culture

Georges Azzaria

Analyse critique du droit, théories féministes du droit, histoire de la pensée juridique critique, droit comparé, obligations conventionnelles

Marie-Claire Belleau

Droit des obligations, droit des assurances

André Bélanger

Droit des sociétés, droit de la PME, droit des corporations, patrimoines d'affectation, commerce électronique

Charlaine Bouchard

Droit du travail fondamental, convention de travail

Réjean Breton

Droit des biens, publicité des droits, cadastre, droit de la prescription, droit des sûretés

François Brochu

Droit constitutionnel, fédéralisme, partage des compétences, droit administratif

Eugénie Brouillet

Droit du travail, droits et libertés de la personne, droit judiciaire, droit administratif

Christian Brunelle

Droit pénal, procédure et preuve en matière pénale, charte canadienne des droits et libertés de la personne et les garanties juridiques

Gisèle Côté-Harper

Droit des sociétés par actions, droit des valeurs mobilières, droit des institutions financières, éthique en droit de l'entreprise

Raymonde Crête

Droit des obligations, droit comparé, common law, droit de l'entreprise

Michelle Cumyn

Droit international public, droit international des droits de la personne, droit de l'intégration européenne, droit des relations internationales, droit international humanitaire et pénal, droit de l'immigration

Olivier Delas

Médecine, éthique et droit; famille et socialisation de l'enfant, personnalités juridiques et droits de la personnalité

Édith Deleury

Droit des sûretés, droit de la faillite, droit des contrats nommés

Jacques Deslauriers

Droit pénal, droit carcéral, droits et libertés de la personne

Julie Desrosiers

Droit constitutionnel, droits et libertés de la personne, droit administratif

Nicole Duplé

Droit judiciaire privé et public, contentieux des chartes, contentieux constitutionnel, contentieux administratif

Denis Ferland

Contrats, responsabilité civile; protection du consommateur, assurance automobile, évaluation du préjudice corporel

Daniel Gardner

Droit des personnes, droit de la famille, droit patrimonial de la famille, droit de l'enfance

Dominique Goubau

Droit international privé, droit du commerce international, droit judiciaire, droit du commerce électronique, obligations conventionnelles.

Sylvette Guillemard

Droit de l'environnement; droit pénal, criminel et réglementaire; droit administratif, garanties juridiques, droit carcéral

Paule Halley

Science législative, légistique, théorie du droit, droit de la sécurité sociale, droit administratif, droit de la santé, interprétation des lois

Pierre Issalys

Droit des services financiers, droit du commerce électronique, droit des sociétés par actions, droit de la consommation

Marc Lacoursière

Droit civil: droit des personnes, droit de la famille, droit des contrats, droit des biens

Christelle Landheer-Cieslak

Analyse féministe, droit de la personne, théorie des obligations

Louise Langevin

Droit de la famille, droit patrimonial de la famille

Paul Laquerre (maîtrise seulement)

Fiscalité familiale, politique fiscale, pauvreté et fiscalité, fiscalité des sociétés, finances publiques

André Lareau

Interprétation des lois, légistique, droit comparé, méthodologie, droit professionnel

Lucie Lauzière

Droit civil, droit économique, droit de l'environnement, droit administratif, preuve civile

Sophie Lavallée

Droit administratif, droit public économique, intégration économique

Denis Lemieux

Droit administratif, droit judiciaire

Pierre Lemieux

Théories générales du droit, philosophie du droit, logique et argumentation juridique, méthodologie juridique, épistémologie juridique, droits politiques des autochtones, droit du travail

Bjarne Melkevik

Histoire du droit, histoire de la culture et de la pensée juridiques québécoises, droit des biens, droit des personnes

Sylvio Normand

Droit constitutionnel, droits et libertés de la personne, droit autochtone

Ghislain Otis

Droit international économique, OMC et Aléna, intégration des Amériques, mesures sanitaires et phytosanitaires

Richard Ouellet

Droit international économique, législation de l'agroalimentaire

Geneviève Parent

Droit du commerce international, droit international privé, arbitrage international

Alain Prujiner

Droit pénal, droit comparé, droit civil

Pierre Rainville

Droit administratif, droit urbain, contentieux municipal

Gilles Rousseau

Droit du travail et de l'emploi, droit international du travail, droits et libertés de la personne

Dominic Roux

Droit constitutionnel, méthodologie

Guy Tremblay

Droit commercial, droit des affaires, droit des sociétés par actions, droit de l'entreprise, droit des successions et libéralités, droit pénal

Jean Turgeon

# Microprogramme de deuxième cycle en droit - droit de l'entreprise

---

## Dans cette page :

### Admission

### Responsable du programme

### Orientation et objectifs

### Renseignements additionnels

### Exigences d'obtention du diplôme

---

## Admission

### Exigences d'admission

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline, et qui dispose par ailleurs d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente, est admissible au microprogramme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

De plus, le candidat doit posséder au moins deux années d'expérience en milieu de travail. Dans le cas contraire, la candidature peut être considérée selon les places disponibles dans le microprogramme.

### Sessions d'admission

Ce microprogramme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne, hiver.

---

## Responsable

Pierre Rainville  
418 656-2131, poste 2292  
Télécopieur : 418 656-7230  
[Pierre.Rainville@fd.ulaval.ca](mailto:Pierre.Rainville@fd.ulaval.ca)

### Faculté de rattachement

Faculté de droit

---

## Orientation et objectifs

### Objectifs

Ce microprogramme vise à offrir une formation spécialisée à des praticiens du droit ou à des personnes qui, sans être juristes, travaillent dans des secteurs en liens étroits avec le droit. Cette formation porte sur certains aspects du droit de l'entreprise et la méthode pédagogique privilégiée est l'étude de cas.

Les objectifs poursuivis par ce microprogramme sont les suivants:

- permettre de mieux comprendre les incidences juridiques quant au choix de la forme juridique d'une entreprise;
- approfondir les connaissances sur les différents modes de financement de l'entreprise;
- présenter les aspects internationaux et transnationaux du droit de l'entreprise.

---

## Renseignements additionnels

### Insertion de microprogramme dans un autre programme

La personne qui aura suivi avec succès ce microprogramme pourra l'intégrer, en tout ou en partie, dans les programmes de deuxième cycle, si elle satisfait aux exigences d'admission. Ces programmes sont:

- le diplôme d'études supérieures spécialisées en droit de l'entreprise (30 crédits);
- le diplôme d'études supérieures spécialisées en droit international et transnational (30 crédits);

- la maîtrise avec essai (concentration en droit de l'entreprise) (45 crédits);
- la maîtrise avec essai (concentration en droit international et transnational) (45 crédits);
- la maîtrise avec mémoire (45 crédits).

---

## Exigences d'obtention du diplôme

**Total exigé : 12 crédits**

### Activités de formation communes

#### **Droit de l'entreprise**(12 crédits)

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-6001	L'Accord de libre-échange nord-américain	3,0
DRT-6020	Création, fusion, acquisition et transmission d'entreprises	3,0
DRT-6021	L'Entreprise et ses modes de financement	3,0
DRT-6022	La Fiscalité de l'entreprise	3,0

# Diplôme d'études supérieures spécialisées en droit - droit notarial

---

## Dans cette page :

**Admission**

**Responsable du programme**

**Orientation et objectifs**

**Renseignements additionnels**

**Exigences d'obtention du diplôme**

---

## Admission

### Exigences d'admission

Être titulaire d'un diplôme de baccalauréat ou licencié d'une faculté de droit d'une université du Québec ou de l'Université d'Ottawa (section de droit civil). La qualité du dossier est prise en compte.

### Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne, hiver.

---

## Responsable

### Directrice du programme

Brigitte Roy

418 656-2131, poste 5696

Télécopieur : 418 656-7714

[brigitte.roy@fd.ulaval.ca](mailto:brigitte.roy@fd.ulaval.ca)

### Faculté de rattachement

Faculté de droit

---

## Orientation et objectifs

### Objectifs

Conçu pour l'étudiant qui se destine à la profession de notaire, ce programme vise à parfaire et compléter sa formation antérieure par une étude approfondie et appliquée du droit, étude axée sur le renforcement des habiletés et des aptitudes à la recherche pour que l'étudiant soit en mesure de répondre adéquatement aux besoins et exigences de la profession de notaire dès son admission à la pratique.

Pour atteindre cet objectif, le programme tend à permettre d'abord un approfondissement des connaissances liées aux différents secteurs de droit et il vise ensuite à faire acquérir à l'étudiant la maîtrise d'un champ d'activité professionnelle.

---

## Renseignements additionnels

### Durée et régime d'études

Tout cheminement à temps partiel doit être préalablement approuvé par la direction de programme. La condition de poursuite du programme et de l'obtention du diplôme est basée sur l'évaluation des connaissances de l'étudiant et de ses travaux. L'étudiant doit conserver une moyenne égale ou supérieure à 2,67 pour la poursuite du programme jusqu'à la diplomation.

Le titulaire d'un diplôme en droit notarial, qui se destine à l'exercice de la profession, doit faire un stage de 32 semaines consécutives à temps complet, administré par la Chambre des notaires du Québec.

**Remarques sur les cours***Exigences particulières*

La direction de programme pourra, en fonction du projet d'études de l'étudiant, exiger de celui-ci qu'il suive, pendant sa première session d'inscription, l'un ou plusieurs des cours suivants à titre de scolarité préparatoire: *Droit international public général (DRT-2150)*, *Droit international privé (DRT-2151)* et *Droit du commerce international (DRT-2153)*.

**Exigences d'obtention du diplôme****Total exigé : 30 crédits**

Équivalence maximum : 15 crédits

**Activités de formation communes****Droit notarial**(30 crédits)

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-6066	Droit des entreprises	3,0
DRT-6067	Droit fiscal	3,0
DRT-6068	Droit des personnes et de la famille	3,0
DRT-6069	Pratique notariale	3,0
DRT-6072	Droit des sûretés et de la faillite	3,0
DRT-6083	Publicité des droits	3,0
DRT-6084	Droit successoral	2,0
DRT-6085	Droit international privé	1,0
DRT-6086	Droit administratif de la propriété	3,0
DRT-6087	Droit immobilier I	3,0
DRT-6088	Droit immobilier II	3,0